



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

***Installations Classées pour la Protection de l'Environnement***

***Société EARL VAL DO GUIL à MAINXE-GONDEVILLE***

Le préfet de la Charente  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 mars 1999 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2251 (Préparation, conditionnement de vin, la capacité de production étant supérieure à 500 hl/an mais inférieure ou égale à 20 000 hl/an) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 juin 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique 4755 ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'existence du 15 décembre 1998 délivré à la société EARL VAL DO GUIL pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Mainxe-Gondeville ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 avril 2009 fixant des prescriptions complémentaires à l'EARL VAL DO GUIL pour l'exploitation d'une distillerie d'alcool de bouche sur la commune de Mainxe-Gondeville ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance transmis par courriel du 13 novembre 2025, complété par courriel du 20 novembre 2025, par la société EARL VAL DO GUIL en vue de régulariser les modifications apportées aux installations suivantes :

- Distillerie (rubrique 2250) : remplacement des 2 alambics de 15 hl par 2 alambics de 25 hl ;
- Chai de distillation (rubrique 4755) : déplacement du chai de distillation dans le local situé à l'Est du local de distillation et augmentation de sa capacité de stockage à 57 m<sup>3</sup> ;
- Cuverie à vins (rubrique 2251) : aménagement d'une nouvelle plate-forme extérieure accueillant 8 cuves de 600 hl et 2 cuves de 100 hl, suppression de 2 cuves de 300 hl, portant la capacité totale de stockage de vins de l'installation de 1 125 hl à 5 540 hl ;

**Vu** le rapport et les propositions du 21 novembre 2025 de l'inspection des installations classées, suite à l'inspection du 17 novembre 2025 ;

**Vu** le courriel transmis à l'exploitant le 21 novembre 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Vu** l'absence d'observations formulées par l'exploitant ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2025 donnant délégation de signature à Mme Nathalie CLARENC, sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, et organisant sa suppléance ;

**Considérant** que les modifications apportées susvisées ne constituent pas une modification substantielle de l'enregistrement au sens du II de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement ;

**Considérant** néanmoins que les modifications susvisées constituent une augmentation de la capacité de stockage de vins et de la capacité de production d'eaux-de-vie de l'installation autorisée par l'arrêté préfectoral du 17 avril 2009 susvisé, et bien que ces modifications ne soient pas de nature à entraîner d'accroissement significatif des dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale, en actualisant les volumes d'activité autorisés ;

**Sur** proposition de la sous-préfète de l'arrondissement de Cognac ;

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - La société EARL VAL DO GUIL, (SIREN 484 818 794) dont le siège social est situé « Île du Moulin », 16200 Mainxe-Gondeville, autorisée à exploiter une installation de production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole à Mainxe-Gondeville, rue des Gabariers, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

**ARTICLE 2** – La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2009 susvisé est modifiée et remplacée par la liste suivante :

Rubrique Alinéa	Libellé de la rubrique, critère et seuil de classement	Nature de l'installation Volume autorisé	Régime
2250	Production par distillation d'alcool de bouche d'origine agricole. La capacité de production exprimée en équivalent d'alcool pur étant : 2. Supérieure à 30 hl/j, mais inférieure ou égale à 1 300 hl/j  <u>Nota</u> : pour les installations de distillation discontinue, le seuil prévu aux points 2 et 3 ci-dessus de 30 hl/j de capacité de production d'alcool pur est remplacé par un seuil de 50 hl de capacité totale de charge des alambics.	Distillerie de 3 alambics de 25 hl de capacité de charge chacun, soit <b>75 hl</b> de capacité de charge totale, soit <b>45 hl/j</b> de capacité de production théorique (*) d'alcool pur	E
4755-2	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides	1 chai de stockage d'alcool d'une QSP de <b>57 m<sup>3</sup></b>	DC

	inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : b) Supérieure ou égale à 50 m <sup>3</sup>		
2251-B	Préparation, conditionnement de vins B. Autres installations que celles visées au A, la capacité de production étant : 1. Supérieure à 20 000 hl/j.	Installation de préparation et stockage de vins d'une capacité de production de <b>5 540 hl/an</b> (volume total de cuverie à vins : 5 540 hl)	D

E : Enregistrement ; DC : Déclaration avec contrôle périodique ; D : Déclaration

(\*) production d'alcool pur théorique estimée conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 régissant l'activité de distillation sous le régime de l'enregistrement.

**ARTICLE 3** – Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2009 susvisé, relatives aux caractéristiques des installations autorisées, sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### Distillerie

Désignation	Surface du local	Caractéristiques
Distillerie	150 m <sup>2</sup>	3 alambics de 25 hl alimentés au gaz

#### Stockage des eaux-de-vie

Désignation	Surface du local	Modalités de stockage	Capacité maximale de stockage
Chai de distillation	90 m <sup>2</sup>	2 cuves en acier inox de 25 m <sup>3</sup> chacune et 1 cuve en acier inox de 7 m <sup>3</sup> .	57 m <sup>3</sup>

#### Stockage des vins :

- Une plate-forme extérieure accueillant 8 cuves de 600 hl et 2 cuves de 100 hl ;
- Un cuvier béton de 540 hl à l'intérieur du bâtiment.

Stockage des vinasses : en bassin étanche et/ou cuves totalisant une capacité minimale de stockage de 200 m<sup>3</sup>.

#### **ARTICLE 4 - Délais et voies de RECOURS-Publicité-Exécution**

##### **CHAPITRE 4.1 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **CHAPITRE 4.2 - PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté complémentaire est déposée à la mairie de MAINXE-GONDEVILLE et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de MAINXE-GONDEVILLE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **CHAPITRE 4.3 - EXÉCUTION**

La sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de MAINXE-GONDEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société **EARL VAL DO GUIL** et dont une copie leur sera adressée.

Cognac, le 16 DEC. 2025

Pour le préfet et par délégation  
La sous-préfète de Cognac

  
Nathalie CLARENC